

*Équateur : annulation pour
quelques heures de la réunion
législative sur la destitution du
président*

Image not found or type unknown

Quito, 26 juin (RHC) Le président de l'Assemblée nationale de l'Équateur, Virgilio Saquicela, a suspendu pendant quelques heures, la session parlementaire devant analyser une demande de destitution du président Guillermo Lasso.

Il a été décidé de reprendre la session plus tard, après une journée au cours de laquelle la plupart des interventions comprenaient des messages pour les familles des victimes de la violence de ces 13 derniers jours au cours la grève nationale à l'appel de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) et soutenue par les étudiants, les travailleurs, les femmes, les paysans et autres.

En plus de la convocation à la session plénière, le président a également été appelé à comparaître, mais il ne s'est pas présenté à la session et a envoyé son témoignage par écrit. Cette attitude a été critiquée par certains des législateurs.

"Nous ne pouvons pas délégitimer la protestation car dans la rue il y a des camarades prêts à donner leur vie pour une cause juste", a déclaré Johanna Moreira, qui a également proposé de ne pas clore le débat, mais de le suspendre, en attendant les prochaines décisions du gouvernement national.

Pour sa part, Pavel Muñoz a affirmé que personne en Équateur ne peut se réjouir de ce qui s'est passé pendant les 13 jours de grève. Lors des manifestations nous avons connu une société raciste, de classes, qui, loin de reconnaître la juste cause, l'a stigmatisée dans certains cas, et cela, a-t-il dit, est terrible.

Il a également souligné que la demande de l'UNES répond à l'existence d'un gouvernement formé de fonctionnaires inutiles, menteurs et répressifs. Face au problème, il a évoqué deux scénarios : gagner les voix et convoquer des élections, ou ne pas obtenir le soutien nécessaire et maintenir Lasso à la tête du pays pendant trois années supplémentaires.

"Le problème aujourd'hui n'est pas nécessairement la façon dont l'État est administré, ce qui est déjà un grave problème, mais comment unir une société profondément divisée", a-t-il souligné.

La grève défend un programme proposé par la CONAIE, portant sur la création d'emplois, l'interdiction de l'exploitation minière illégale, l'attention portée à l'agriculture, un budget pour l'éducation et la santé, le respect des droits collectifs, le rejet de la privatisation et une lutte efficace contre l'insécurité.

Avant la plénière législative, Lasso a abrogé le décret qui établissait l'état d'urgence dans six des 24 provinces du pays, ce qui était l'une des garanties demandées par la Conaie pour établir un dialogue avec le Président, dans l'espoir d'obtenir des réponses à ses revendications.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291791-equateur-annulation-pour-quelques-heures-de-la-reunion-legislative-sur-la-destitution-du-president>



Radio Habana Cuba